

Septembre 2006



منظمة الأغذية  
والزراعة  
للأمم المتحدة

联合国  
粮食及  
农业组织

Food  
and  
Agriculture  
Organization  
of  
the  
United  
Nations

Organisation  
des  
Nations  
Unies  
pour  
l'alimentation  
et  
l'agriculture

Organización  
de las  
Naciones  
Unidas  
para la  
Agricultura  
y la  
Alimentación

F

## COMITÉ DES PÊCHES

### SOUS-COMITÉ DE L'AQUACULTURE

#### Troisième session

New Delhi (Inde), 4-8 septembre 2006

### RAPPORT INTÉRIMAIRE SUR L'APPLICATION DES DISPOSITIONS RELATIVES À L'AQUACULTURE DU CODE DE CONDUITE POUR UNE PÊCHE RESPONSABLE

#### RÉSUMÉ

Le présent document donne un aperçu des efforts récents déployés pour appliquer les dispositions relatives à l'aquaculture du Code de conduite pour une pêche responsable. Il porte plus précisément sur l'analyse des réponses concernant l'aquaculture formulées par les Membres suite au questionnaire envoyé en 2004 pour évaluer les progrès accomplis dans l'application des provisions du Code de conduite. Le document examine aussi les principaux domaines d'intérêt et les demandes d'assistance indiqués par les Membres à cette occasion. En outre, il fait rapport sur les activités de la FAO et les initiatives d'autres entités réalisées depuis 2003 afin de faciliter l'application du Code de conduite aux niveaux national et international en vue du développement durable de l'aquaculture. Des conclusions et des suggestions sont présentées pour examen du Sous-Comité, en vue de solliciter des avis et des orientations de la part des Membres et d'encourager la collaboration entre eux.

Par souci d'économie, le tirage du présent document a été restreint. MM. les délégués et observateurs sont donc invités à ne demander d'exemplaires supplémentaires qu'en cas d'absolue nécessité et à apporter leur exemplaire personnel en séance.  
La plupart des documents de réunion de la FAO sont disponibles sur l'Internet, à l'adresse [www.fao.org](http://www.fao.org)

## INTRODUCTION

1. L'article 4 du Code de conduite pour une pêche responsable de 1995 stipule, notamment, que la FAO fera rapport au Comité des pêches (COFI) sur l'application du Code. Le Sous-Comité de l'aquaculture examine les progrès accomplis dans l'application des dispositions du Code relatives à l'aquaculture sur la base du rapport d'activité préparé par le Secrétariat. Le présent rapport est le troisième préparé à l'intention du Sous-Comité de l'aquaculture<sup>1</sup>. Les informations présentées ici ont été fournies par les Membres de la FAO, les organes régionaux des pêches, les organisations non gouvernementales et le Secrétariat de la FAO. Les informations sont rassemblées et analysées sur la base de questionnaires d'autoévaluation fournis par la FAO.

2. Le présent rapport fait état des activités menées et des progrès accomplis par les Membres dans l'application du Code de conduite pour le développement d'une aquaculture responsable à partir de l'analyse des réponses fournies par les Membres au questionnaire de 2004. Il présente aussi une vue d'ensemble des activités entreprises et des données recueillies durant la période 2003-2005 par la FAO et d'autres entités afin de promouvoir le Code de conduite et l'application des mesures en vue du développement durable de l'aquaculture.

### RÉSUMÉ DES RÉPONSES FOURNIES PAR LES MEMBRES DE LA FAO ET D'AUTRES ENTITES AU QUESTIONNAIRE 2004 SUR LE CODE DE CONDUITE POUR LE SUIVI DE SON APPLICATION

3. Le rapport d'activité sur le Code de conduite<sup>2</sup> préparé pour la vingt-sixième session du COFI en 2005 soulignait que 49 Membres de la FAO (27 pour cent) avaient répondu au questionnaire contre 105 Membres en 2003 (57 pour cent). Ces chiffres indiquent un déclin de 53 pour cent des réponses. Dix-sept organes régionaux des pêches (soit 52 pour cent des organismes auxquels la FAO a envoyé des questionnaires) avaient répondu contre 19 en 2003. En outre, des rapports ont été reçus de quatre ONG contre cinq en 2003.

4. Le présent rapport résume les réponses aux points du questionnaire de 2004 ayant trait à l'aquaculture transmises par 67 Membres de la FAO<sup>3</sup>. Les réponses de quatre organisations non gouvernementales internationales (ONGI)<sup>4</sup> ont aussi été reçues. Le questionnaire adressé aux organes régionaux des pêches ne comportait pas de questions spécifiques sur le développement de l'aquaculture et n'a donc pas été analysé.

5. Le nombre réduit des réponses (37 pour cent des Membres de la FAO en 2004) analysées pour le présent rapport ne permet pas de faire une analyse statistique d'ensemble substantielle.

---

<sup>1</sup> FAO. 2003. Progrès dans l'application des dispositions relatives à l'aquaculture et aux pêches fondées sur l'élevage du Code de conduite pour une pêche responsable. Deuxième session du Sous-Comité de l'aquaculture, Comité des pêches, Trondheim (Norvège), 7-11 août 2003. COFI:AQ/II/2003/4. 8 p.

[ftp://ftp.fao.org/fi/DOCUMENT/cofi/cofi\\_aq/2003/y9565e.pdf](ftp://ftp.fao.org/fi/DOCUMENT/cofi/cofi_aq/2003/y9565e.pdf)

FAO. 2002. *Vers une mise en valeur durable de l'aquaculture: application des dispositions relatives à l'aquaculture du Code de conduite pour une pêche responsable*. Première session du Sous-Comité de l'aquaculture, Comité des pêches, Beijing (Chine), 18-22 avril 2002. COFI:AQ/I/2002/4. 8 p.

<http://www.fao.org/docrep/meeting/004/Y3020E.htm>

<sup>2</sup> FAO. 2004. *Rapport intérimaire sur l'application du Code de conduite pour une pêche responsable et des plans d'action internationaux connexes*. Comité des pêches, vingt-sixième session, Rome, (Italie), 7-11 mars 2005. Rome, FAO. COFI/2005/2. 15 p.

<ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/meeting/009/j4176e.pdf>

<sup>3</sup> La présente analyse prend aussi en compte les réponses qui n'avaient pas été incluses dans l'analyse statistique présentée au COFI à sa vingt-sixième session (mars 2005) dans le document COFI/2005/2, réponses qui étaient parvenues après le 1er novembre 2004. Sept pays sont ajoutés ici aux 12 pays mentionnés dans le document COFI/2005/2 (<ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/meeting/009/j4176e.pdf>), soit au total dix-neuf pays dont les réponses n'avaient pas été incluses dans l'analyse précédente (réponses reçues après le 1er novembre 2004): Arabie saoudite, Bolivie, Bulgarie, Bhoutan, Chili, Guinée équatoriale, Émirats arabes unis, Érythrée, Haïti, Honduras, Islande, Japon, Kenya, Lituanie, Maurice, Myanmar, République du Congo, Syrie et Venezuela.

<sup>4</sup> Les quatre organisations non gouvernementales internationales (ONGI) sont les suivantes: Fisheries Development Council International (FDCT), Collectif international d'appui à la pêche artisanale (CIAPA), Marine Stewardship Council (MSC), Organisation pour la promotion d'une pêche au thon responsable (OPPTR).

Néanmoins, il est possible de déterminer et d'analyser plusieurs tendances et besoins. La comparaison avec la série précédente de réponses (105 Membres avaient rempli le questionnaire en 2003, soit 57 pour cent) ne devrait être faite qu'avec prudence, même si elle peut contribuer à montrer des progrès dans l'adoption et l'application du Code de conduite en même temps que des besoins récurrents d'assistance importants.

### **Réponses concernant l'aquaculture fournies par les Membres**

6. En ce qui concerne les domaines prioritaires traités dans le Code de conduite (question 5 du questionnaire), environ la moitié des Membres ayant répondu (36 Membres, soit 54 pour cent des réponses) ont attribué une priorité élevée au développement de l'aquaculture, 34 pour cent ont estimé qu'il s'agissait d'une priorité moyenne tandis qu'un petit nombre (12 pour cent) l'a classé comme un domaine à basse priorité. L'analyse au niveau régional fait ressortir d'importantes différences par rapport à ce tableau général. Le développement de l'aquaculture est placé au premier rang des priorités en Asie (dix Membres sur les onze ayant répondu) et est considéré comme extrêmement important en Europe<sup>5</sup> (six des dix Membres ayant répondu), en Amérique latine et aux Caraïbes (neuf sur les dix-sept Membres ayant répondu) et au Proche-Orient (quatre sur les huit Membres ayant répondu). L'aquaculture est considérée comme moins importante dans le Pacifique Sud-Ouest (deux sur les cinq Membres ayant répondu) et est classée au dernier rang des priorités par les Membres de la région Afrique ayant répondu (quatre sur quinze pays).

7. Les réponses à la question 15 du questionnaire (cadre juridique et institutionnel) indiquent que 57 pour cent des Membres ayant fait rapport<sup>6</sup> ont indiqué avoir mis en place un cadre juridique qui planifie et réglemente la mise en valeur de l'aquaculture. Cependant, un Membre sur quatre seulement fait état de plans nationaux de développement de l'aquaculture ou de politiques spécifiques pour l'aquaculture, en vigueur ou en préparation, et dispose d'un personnel spécialisé pour l'administration et le suivi du secteur. Par ailleurs, l'établissement de principes et de critères pour la mise en application des politiques nationales sur le développement et la gestion de la pêche responsable (et de l'aquaculture) (objectifs a) et b) de l'Article 2 du Code de conduite; question 1 du questionnaire) est confirmé comme étant une priorité élevée<sup>7</sup>. L'objectif c) de l'Article 2 (établir/améliorer le cadre juridique et institutionnel) a été identifié comme un domaine prioritaire par 53 pour cent des Membres ayant répondu. Nombre de ceux-ci ont présenté des demandes d'aide dans ce domaine. Ces demandes portent sur l'établissement de cadres réglementaires d'ordre général grâce à une formation spécialisée pour le personnel, l'élaboration d'un cadre normatif pour le secteur aquacole et le renforcement du suivi technique des pratiques aquacoles appliquées.

8. L'adoption de codes ou instruments de pratiques optimales dans l'aquaculture (question 16 du questionnaire) se limite à approximativement un tiers des Membres ayant répondu, avec une participation faible des producteurs et à peu près nulle des fournisseurs et des fabricants. Dans les différentes régions, la participation active des producteurs dans la définition et l'application des instruments de pratique optimale pour l'aquaculture se limite aux pays où le secteur de production a déjà un poids économique important au niveau national et où il est influent dans le processus de planification de l'utilisation des ressources en terre et en eau. Les élevages intensifs de salmonidés et de crevettes sont les principaux sous-secteurs où des codes ou des règlements de gestion spécifiques sont appliqués.

---

<sup>5</sup> La réponse de la CE est traitée ici comme s'il s'agissait de la réponse d'un seul Membre, étant donné que les pays de la CE, conformément aux règlements de la Communauté, n'ont pas répondu individuellement au questionnaire. Ceci limite l'analyse des réponses de la région Europe et ne permet pas d'avoir des indications sur la position des pays où l'aquaculture est très avancée ou considérée comme une priorité de développement.

<sup>6</sup> Soixante et un pour cent des 49 réponses figurant dans l'Analyse statistique régionale présentée au COFI à sa vingt-sixième session. Voir: Analyse statistique régionale des réponses des Membres de la FAO au questionnaire 2004 sur le Code de conduite pour une pêche responsable

<sup>7</sup> COFI/2005/2: Rapport intérimaire sur l'application du Code de conduite pour une pêche responsable et des plans d'action internationaux connexes, par. 5. <ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/meeting/009/j4176f.pdf>

9. Plusieurs Membres ont demandé la création de bases de données nationales sur le nombre d'entreprises de production aquacole qui ont été ou seront agréées. Une vue d'ensemble du secteur de production apparaît nécessaire pour améliorer l'administration et le suivi par les pouvoirs publics ou pour fournir un soutien technique national ou extérieur plus efficace. Une base de données sur l'aquaculture est aussi considérée comme un moyen de renforcer le dialogue interne entre les producteurs et entre les différentes composantes du secteur privé (producteurs, fournisseurs et fabricants) et l'administration publique.

10. Environ 60 pour cent des Membres ayant répondu ont confirmé que des mesures étaient en place pour évaluer l'impact sur l'environnement des activités aquacoles et (54 pour cent) pour contrôler les opérations aquacoles (question 17 du questionnaire). L'introduction d'espèces exotiques est contrôlée par à peine plus de la moitié des Membres ayant répondu (51 pour cent). Ces chiffres diffèrent toutefois selon les régions et, une fois encore, l'existence et l'efficacité des normes semblent être fonction de la dimension réelle du secteur de production et de l'adoption d'une législation complète sur l'aquaculture.

11. L'évaluation de l'impact écologique de l'aquaculture, le suivi des opérations aquacoles et les contrôles de l'introduction d'espèces exotiques semblent être appliqués de manière systématique en Europe et en Amérique du Nord sans généralement de demande d'aide extérieure. Des différences entre les pays d'une même région apparaissent en Asie, en Amérique latine et Caraïbes et au Proche-Orient où, malgré l'application généralisée de normes spécifiques, le « besoin d'amélioration » est fréquemment indiqué (Asie: 4 sur 11 des Membres ayant répondu; Amérique latine et Caraïbes: 9 sur 13 des Membres ayant répondu sur ce point; Proche-Orient: 3 sur 7 des Membres ayant répondu sur ce point). Seuls quatre sur quinze des Membres ayant répondu en Afrique ont indiqué effectuer un contrôle effectif des pratiques aquacoles. Tandis que dans le Pacifique Sud-Ouest seulement un sur cinq des Membres ayant répondu assure le suivi des opérations aquacoles, et quatre Membres sur cinq évaluent les impacts éventuels de l'aquaculture sur l'environnement.

12. De nombreux Membres ont identifié la mise en place d'un cadre législatif pour les activités aquacoles comme l'impératif majeur pour renforcer le contrôle de l'impact sur l'environnement. Plusieurs Membres ont indiqué qu'une meilleure définition des paramètres à suivre et des normes à appliquer était indispensable pour renforcer l'efficacité des systèmes nationaux de suivi des opérations aquacoles et de leur impact écologique. L'évaluation obligatoire de l'impact écologique pour l'octroi de licence des opérations aquacoles, comme c'est déjà le cas dans certains pays ou régions (cf. Chili, Norvège, CE, États-Unis d'Amérique) est une demande souvent formulée par d'autres Membres. L'interdiction d'importer des espèces non autochtones n'est indiquée que par un petit nombre des Membres ayant répondu (5 sur 67) mais la nécessité d'un contrôle plus efficace de l'introduction d'espèces exotiques est mentionnée par 41 pour cent des Membres ayant répondu (24 sur 59 de ceux ayant répondu à ce point).

13. Une tendance analogue se dégage des réponses au point 18 du questionnaire (rapport sur les mesures les plus importantes prises pour la promotion de pratiques aquacoles responsables et besoins spécifiques d'assistance). Le contrôle de l'impact écologique de l'aquaculture et la promotion de techniques adéquates sont de la plus grande importance en Europe et en Amérique du Nord, tandis que les Membres de la région Europe orientale ont demandé une aide pour le renforcement du cadre juridique. L'aquaculture responsable grâce au contrôle revêt aussi une importance majeure en Asie (7 sur 11 des Membres ayant répondu) et en Amérique latine et Caraïbes (6 sur 14 des Membres ayant répondu à ce point), où des mesures comme la réduction de l'utilisation de substances chimiques, la réduction de la densité de repeuplement (élevage intensif des crevettes) et le contrôle rigoureux de l'introduction d'espèces exotiques sont appuyées. Les demandes d'assistance concernent essentiellement le soutien technique et financier et la formation technique pour renforcer l'efficacité des systèmes de suivi, ainsi que l'élargissement des connaissances et de l'application des bonnes pratiques aquacoles et le soutien à l'élaboration d'une législation nationale très complète de l'aquaculture.

14. La promotion de la mise en valeur de l'aquaculture à l'appui des collectivités des zones rurales et côtières est un deuxième élément important pour l'Asie (6 sur 11 des Membres ayant répondu) et la demande d'assistance porte sur le renforcement des ressources humaines disponibles pour étendre la formation et l'assistance technique aux collectivités et mettre en place des plans de crédit adéquats. Dans la région Afrique, la majorité des Membres ayant répondu appuient le développement d'une aquaculture artisanale (7 sur 11 des Membres ayant répondu à ce point) et la demande d'assistance porte sur la formation technique, la promotion de projets pilotes et d'activités de démonstration et l'augmentation de la production d'alevins pour les producteurs. Les Membres de la région Proche-Orient ayant répondu appuient l'aquaculture marine (4 sur 6 des Membres ayant répondu à ce point) en soutenant des programmes de recherche et la formation technique. L'accent est aussi mis sur l'utilisation de l'aquaculture à l'appui des collectivités rurales.

15. La demande d'assistance concerne le soutien technique pour la mise en place de programmes de recherche et la formation technique visant à accroître la capacité et l'efficacité de la production. Les Membres de la région Pacifique Sud-Ouest demandent une assistance principalement pour le démarrage du secteur aquacole, en particulier le renforcement institutionnel, le transfert de technologies et la formation technique. Les autres demandes d'assistance avancées par les Membres ayant répondu concernent le transfert de technologies et la fourniture d'avis pour la mise au point de techniques plus efficaces et écologiques, une meilleure gestion de la santé des animaux aquatiques et la sécurité sanitaire et la qualité des produits, ainsi qu'une plus large participation des instituts de recherche dans le développement de l'aquaculture.

16. Une grande majorité (75 pour cent) des Membres ayant répondu ont déclaré que les conflits entre la pêche côtière et l'aquaculture côtière sont inexistants ou peu fréquents (questions 20 et 21 du questionnaire). La plupart d'entre eux disposent d'un mécanisme permettant de résoudre les conflits pouvant survenir entre les deux secteurs. Cependant, les Membres n'ont pas fait figurer l'intégration des pêches (et de l'aquaculture) dans la gestion intégrée des bassins et des zones côtières parmi leurs priorités (question 5 du questionnaire). Il convient cependant de noter qu'un grand nombre des Membres (61 pour cent) ayant attribué une priorité élevée à la mise en valeur de l'aquaculture considéraient l'intégration de la pêche dans la gestion d'une zone côtière comme une priorité de niveau moyen.

17. Il est à noter que la recherche joue un rôle croissant dans la mise en valeur de l'aquaculture comme l'a souligné le Comité consultatif de la recherche halieutique<sup>8</sup>. Ce Comité a recommandé à la FAO de procéder à une analyse faisant autorité du secteur aquacole et de son rôle dans la lutte contre la pauvreté et de la recherche apparentée sur l'impact social et écologique de l'aquaculture. Le renforcement du rôle de la recherche dans le domaine de la pêche (et de l'aquaculture) et des écosystèmes connexes et des facteurs internationaux pertinents est considéré comme une priorité élevée (question 1 du questionnaire) par 40 pour cent des Membres ayant répondu.

18. En 2005, le Sous-comité du commerce du poisson<sup>9</sup> du COFI a souligné la contribution croissante de l'aquaculture au commerce du poisson. Au sein du secteur de la production halieutique, la traçabilité et l'écoétiquetage des produits halieutiques ainsi que les procédures HACCP peuvent être appliqués plus facilement à l'aquaculture. Les réponses fournies par les Membres sont contradictoires au regard des aspects commerciaux traités par le Code de conduite. Lorsqu'ils classent les objectifs du Code de conduite en fonction de leur pertinence pour leur pays, plus de 50 pour cent des Membres ont assigné un niveau de priorité élevé (niveau 4 et 5) au commerce (point 8 de la question 1 du questionnaire) mais à la question 5 du questionnaire seuls 22 pour cent ont estimé que les questions commerciales constituaient une priorité. La nécessité de

<sup>8</sup> Synthèse du rapport de la cinquième session du Comité consultatif de la recherche halieutique. Rome, 12-15 octobre 2004.

<sup>9</sup> COFI/2005/3 Décisions et recommandations du Sous-Comité du commerce du poisson. Brême (Allemagne), 10-14 février 2004. <ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/meeting/009/j3694e.pdf>  
[ftp://ftp.fao.org/FI/DOCUMENT/COFI/cofift\\_9/default.htm](ftp://ftp.fao.org/FI/DOCUMENT/COFI/cofift_9/default.htm)

déterminer des stratégies commerciales pour les produits aquacoles est mentionnée explicitement une fois seulement dans les mesures soutenues et les besoins d'assistance déclarés par les Membres ayant répondu à la question 18/18a du questionnaire.

19. De façon générale, la diffusion des directives techniques de la FAO pour une pêche responsable (question 43 du questionnaire) devrait être considérée comme satisfaisante bien qu'un nombre important de Membres aient déclaré n'avoir pas reçu toutes les directives publiées. Soixante-treize pour cent des Membres ont reçu les directives sur la mise en valeur de l'aquaculture, mais ils ont été moins nombreux à recevoir les directives sur les bonnes pratiques de fabrication des aliments destinés à l'aquaculture qui sont utiles pour mettre au point des pratiques pour une aquaculture responsable, ce que plusieurs Membres ont souligné.

20. Plusieurs Membres participant à la vingt-sixième session du COFI<sup>10</sup> ont fait observer que l'établissement des rapports concernant le Code de conduite constituait pour eux une lourde tâche. Il a été proposé d'entreprendre une analyse approfondie et détaillée tous les quatre ans en alternance avec un rapport de synthèse sur la mise en application tous les deux ans, y compris les articles 9 et 11. Une décision finale sur cette question a été reportée à la prochaine session du COFI en 2007.

21. La réduction notable du nombre de Membres ayant répondu au questionnaire 2004 dénote une mauvaise compréhension des objectifs et de l'intérêt de cette consultation récurrente. Dans les débats futurs sur la « démobilisation à l'égard du questionnaire », les Membres sont invités à considérer le questionnaire comme un moyen de déterminer les principaux domaines où il est besoin d'assistance, de mieux prendre en compte la coopération aux niveaux international et régional et d'accroître l'efficacité du soutien extérieur fourni. Entre temps, cet exercice répété offrira une image évolutive des progrès accomplis dans l'application des principes du Code de conduite.

#### **Réponses concernant l'aquaculture fournies par les organisations internationales non gouvernementales (OING)**

22. Les quatre OING ayant répondu ont indiqué que la contribution des pêches à la sécurité alimentaire et aux besoins nutritionnels des collectivités locales était une priorité élevée, tandis que deux<sup>11</sup> d'entre elles ont attribué un niveau de priorité élevé à la mise en valeur de l'aquaculture.

23. Deux<sup>12</sup> des trois OING ayant répondu ont indiqué que de nombreux Membres n'effectuent pas un contrôle et un suivi efficace des opérations aquacoles ou de l'introduction d'espèces exotiques. La mise en œuvre de plans nationaux de développement de l'aquaculture est considérée comme une étape importante pour l'insérer dans un contexte national de développement (CIAPA), y compris l'évaluation de son impact social et écologique, l'évaluation technique efficace de l'investissement aquacole et le suivi indépendant des opérations de production. L'établissement d'une liste d'aquaculture responsable a été proposée (OPPTR) selon le modèle adopté par la CICTA<sup>13</sup>. Les bonnes pratiques agricoles devraient être encouragées (FDCI). Le CIAPA a recommandé d'adopter une approche plus prudente au regard de l'introduction d'espèces exotiques.

<sup>10</sup> FAO. 2005. *Rapport de la vingt-sixième session du Comité des pêches*. Rome, 7-11 mars 2005. Rapport sur les pêches de la FAO n° 780. Rome, FAO. 88p. (voir paragraphe 32)

<ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/008/a0008e/a0008e00.pdf>

<sup>11</sup> FDCI, CIAPA

<sup>12</sup> FDCI, OPPTR

<sup>13</sup> Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique (CICTA). <http://www.iccat.es/Documents/Recs/compendiopdf-e/2003-23-e.pdf>

## **ACTION MENÉE PAR LA FAO À L'APPUI DE L'APPLICATION DES DISPOSITIONS RELATIVES À L'AQUACULTURE DU CODE DE CONDUITE POUR UNE PÊCHE RESPONSABLE**

### **Activités menées dans le cadre du Programme ordinaire de la FAO**

24. Le document COFI/AQ/III/2006/2 examine les efforts déployés par le Comité des pêches pour appliquer les recommandations du Sous-Comité. La plupart des recommandations du Sous-Comité étant directement liées à la mise en œuvre des dispositions du Code de conduite relatives à l'aquaculture, certaines informations concernant le présent document sont traitées dans le document COFI/AQ/III/2006/2. Afin d'éviter les doubles emplois, elles ne sont pas reprises ici et il est demandé aux Membres de se reporter également au document COFI/AQ/III/2006/2.

25. La FAO appuie la diffusion des dispositions du Code de conduite relatives à l'aquaculture en publiant des directives et en organisant des ateliers et des conférences thématiques.

26. Le Réseau sur l'environnement et l'aquaculture en Méditerranée a été récemment rétabli dans le cadre d'une réunion d'experts. Les objectifs du programme sont l'harmonisation des politiques et des réglementations en matière d'aquaculture, l'évaluation intégrée de l'impact écologique, le suivi de l'information et la mise en application des systèmes de gestion, la division en zones côtières intégrées pour l'aquaculture et le renforcement de l'image positive de l'aquaculture.

27. La FAO apporte aussi un soutien au Groupe de travail 31 sur l'évaluation et la communication des risques dans l'aquaculture marine du Groupe mixte d'experts OMI/FAO/UNESCO-COI/OMM/OMS/AIEA/ONU/PNUÉ chargé d'étudier les aspects scientifiques de la protection de l'environnement marin (GESAMP). Un atelier sur le même sujet est prévu en novembre 2006 en coopération avec le Groupe de travail sur les interactions écologiques de la mariculture du Conseil international pour l'exploration de la mer (CIEM).

28. À l'appui de l'utilisation responsable et du contrôle des espèces exotiques dans les pêches et l'aquaculture, le Département des pêches a organisé un atelier et publié un document sur les Mécanismes internationaux pour le contrôle et l'utilisation responsable des espèces exotiques dans les écosystèmes aquatiques<sup>14</sup>. En ce qui concerne la reconstitution des stocks d'espèces menacées, le Département des pêches, en association avec différents partenaires et avec le financement du Darwin Initiative, met au point une stratégie de conservation pour le silure géant du Mékong, qui comprend des programmes d'élevage, l'analyse génétique et l'évaluation économique.

29. En ce qui concerne la pêche responsable fondée sur l'élevage, le Département des pêches a contribué à l'élaboration du programme scientifique pour le troisième Colloque international pour le pacage marin et le repeuplement, élaboré des directives d'élevage dans un atelier international sur le repeuplement de l'esturgeon dans la mer Caspienne et publié des études de cas sur le pacage marin<sup>15</sup>. La FAO et le Gouvernement néerlandais ont étudié en détail la diversité des écosystèmes rizicoles et nous sommes entrain d'élaborer des projets pour l'utilisation et la conservation de la biodiversité agricole au Kenya et en Asie du sud-est; avec le Réseau de centres d'aquaculture pour la région Asie-Pacifique (RCAAP) et d'autres partenaires en Asie du sud-est, la FAO a publié des manuels sur les méthodes d'analyse génétique moléculaire dans les pêches et l'aquaculture et a parrainé des cours de formation connexes<sup>16</sup>.

<sup>14</sup> Bartley, D.M., Bhujel, R.C., Funge-Smith, S.; Olin, P.G., Phillips, M.J. (Comps/eds). 2005. *International mechanisms for the responsible use and control of alien species in aquatic ecosystems*. Publication hors série de la FAO. Rome, FAO, 195.

<sup>15</sup> Bartley, D.M. and K.M. Leber (eds). 2004. *Marine Ranching*. FAO, Documents techniques sur les pêches n° 429, Rome (Italie).

<sup>16</sup> NACA/FAO/Kasetsart University. 2005. *Manual on applications of molecular tools in aquaculture and inland fisheries management*. NACA, Bangkok (Thaïlande).

30. La FAO a diffusé de nombreuses publications et directives à l'appui de l'application des dispositions du Code de conduite. La plupart sont utiles pour les demandes d'assistance présentées par les Membres ayant répondu au questionnaire sur le Code de conduite, comme par exemple les Bonnes pratiques d'aquaculture dans l'élevage de crevettes axées sur la production d'alevinage (maturation des stocks de géniteurs, élevage et alimentation des larves, gestion de la qualité de l'eau, biosécurité et gestion sanitaire)<sup>17</sup>, les maladies des animaux aquatiques avec des directives pour le renforcement des capacités nationales et régionales en matière de surveillance des maladies<sup>18</sup>, l'introduction d'espèces exotiques<sup>19</sup> et les pêches fondées sur l'élevage<sup>20</sup>.

### **Programme de coopération technique de la FAO (PCT)**

31. Durant la période 2003-2005, le Département des pêches de la FAO a eu recours de manière systématique au PCT pour la promotion d'activités et de projets aquacoles reposant largement sur les principes du Code de conduite. Le projet TCP/BRA/3001 mis en place à l'intention du Secrétariat spécial brésilien de l'aquaculture et de la pêche a permis d'appuyer la formulation de politiques et de réglementations et le renforcement des capacités institutionnelles, en privilégiant la mise en valeur de l'aquaculture durable grâce à la formation sur la planification stratégique et les aspects écologiques et sanitaires de l'aquaculture.

32. Au Chili, le projet TCP/CHI/3002 appuie le processus de certification des réglementations relatives à l'environnement pour l'aquaculture. L'aquaculture pour la sécurité alimentaire au Pérou est appuyée par le projet TCP/PER/3002, qui aide les collectivités locales à mettre en œuvre des pratiques aquacoles responsables grâce à la formation, à l'assistance technique et au transfert des technologies. Le projet TCP/RLA/3003 initie les riziculteurs à l'aquaculture et autres pratiques de production intégrées et encourage l'application des bonnes pratiques aquacoles dans le cadre d'écoles pratiques de terrain.

33. Le projet TCP/RLA/0071, qui couvre 14 pays en Amérique latine, s'occupe de la gestion sanitaire dans les élevages de crevettes et lutte contre la propagation transfrontière de la maladie des points blancs. À Antigua-et-Barbuda, le projet TCP/ANT/006 encourage le renforcement des contrôles alimentaires et la sécurité sanitaire du poisson destiné à l'exportation.

34. Les États fédérés de Micronésie ont reçu une aide pour le renforcement de la législation des pêches côtières dans le cadre du TCP/RAS/2907; un projet de coopération technique, dont l'approbation était prévue au début 2006, doit aider la Micronésie à planifier le développement durable de l'aquaculture. Un autre projet de coopération technique doit aider la Bosnie-Herzégovine à renforcer les capacités en matière de gestion sanitaire de l'aquaculture. Les Gouvernements letton et géorgien ont reçu un soutien en vue de la planification stratégique du développement durable de l'aquaculture dans le cadre des projets TCP/LAT/3001 et TCP/GEO/2904. Une assistance a été apportée aux gouvernements du Cameroun, des Comores, Antigua-et-Barbuda et de Namibie pour la formulation de cadres juridiques applicables à l'aquaculture dans le cadre des projets TCP/CMR/2907, TCP/COI/2902, TCP/ANT/2902 et TCP/NAM/0168.

### **Projets de fonds fiduciaire**

35. À l'aide de fonds fiduciaires multilatéraux et nationaux, le programme FishCode de la FAO a contribué de manière efficace à la mise en application de dispositions liées au Code de conduite. Un soutien est apporté au projet UTF/BRA/066/BRA qui vise à la diversification de l'aquaculture côtière dans la région Nord-Est du Brésil.

<sup>17</sup> Health Management and Biosecurity maintenance in White Shrimp (*Penaeus vanamei*) Hatcheries in Latin America (FTP 450, 2003)

<sup>18</sup> Surveillance and Zoning for Aquatic Animal Diseases (FTP 451, 2004); Preparedness and Response to Aquatic Animal Health Emergencies in Asia: Guidelines (FTP 486, 2005)

<sup>19</sup> Introductions and movement of two penaeid shrimp species in Asia and the Pacific (FTP 476, 2005)

<sup>20</sup> Bartley, D.M. and K.M. Leber (eds). 2004. *Marine Ranching*. FAO, Fisheries Technical Paper n° 429, Rome (Italie).



36. Le programme FishCode a démarré des projets sur le développement durable de l'aquaculture à l'appui du relèvement après conflit en Afghanistan et en Sierra Leone. Un protocole d'accord pour l'utilisation responsable des espèces exotiques dans le bassin du Lac Tanganyika, établi sur la base des protocoles de pratique de la CIEM et de la CECPI, a été présenté pour examen aux États riverains du Lac Tanganyika<sup>21</sup>. Ce protocole fait suite à la Consultation d'experts de la FAO sur les mécanismes internationaux pour le contrôle et l'utilisation responsable des espèces exotiques dans les écosystèmes aquatiques, qui s'est tenue en août 2003 à Zishuangbanna (Chine). Le Programme FishCode a aussi contribué à la diffusion des principes du Code de conduite en organisant des séminaires et en publiant des documents techniques. Un soutien a été apporté à l'organisation de l'atelier national sur le Code de conduite et son application pratique à l'aquaculture côtière au Viet Nam (Hue (Viet Nam) octobre 2003)<sup>22</sup>.

37. Le Gouvernement japonais a versé des fonds (GCP/INT/936/JPN) à la FAO pour traiter des questions fondamentales pour l'aquaculture durable, notamment la sécurité sanitaire des produits de l'aquaculture, l'évaluation et le suivi de l'impact sur l'environnement de l'aquaculture, l'utilisation des ressources en poisson sauvage pour la production aquacole, le poisson sauvage en tant que produit d'alimentation pour le poisson d'élevage (répercussions pour la sécurité alimentaire et la lutte contre la pauvreté) et l'approche écosystémique de l'aquaculture. Les produits attendus de ces domaines thématiques sont axés sur la fourniture d'avis sur des questions fondamentales pour la promotion du renforcement des capacités, de la bonne gouvernance et de la durabilité de l'aquaculture dans le monde. Le Gouvernement italien apporte son soutien à l'application des dispositions du Code de conduite au Viet Nam (GCP/VIE/029/ITA) aux fins de l'intégration de l'aquaculture dans la gestion des zones côtières (Province Thua Thien Hue).

### **AUTRES ACTIVITÉS ET INITIATIVES ENTREPRISES A L'APPUI DU DÉVELOPPEMENT DE L'AQUACULTURE DURABLE (AUTRES ENTITÉS)**

38. De nombreuses initiatives régionales et nationales ont apporté un soutien à l'application des réglementations pour le développement d'une aquaculture responsable. Les principes internationaux pour un élevage responsable des crevettes<sup>23</sup> sont un produit du Programme du Consortium sur la crevetticulture et l'environnement (WB/WWF/NACA/FAO) (voir COFI/AQ/III/2006/7)

39. Le Centre de développement des pêches de l'Asie du Sud-Est participe à la régionalisation du Code de conduite et couvre essentiellement les aspects commerciaux. L'initiative STREAM<sup>24</sup> (collaboration Réseau de centres d'aquaculture pour la région Asie-Pacifique (RCAAP), Département du développement international, FAO, Aus-AID) s'attache à faire appliquer les bonnes pratiques d'aquaculture en vue de l'amélioration des moyens de subsistance des personnes démunies.

40. Dans la région Amérique du Nord, l'Administration nationale des océans et de l'atmosphère (NOAA) a publié le « National Offshore Aquaculture Act<sup>25</sup> » qui encourage la mise en valeur d'une aquaculture marine responsable. La Washington Fish Growers Association a publié un code sur les pratiques responsables pour l'élevage de saumons en eau salée<sup>26</sup> qui encourage directement l'application du Code de conduite.

<sup>21</sup> FAO. 2005. *Report of the thirteenth session of the Committee for Inland Fisheries of Africa*. Entebbe, Uganda, 27-30 October 2004. *Rapport de la treizième session du Comité des pêches continentales pour l'Afrique*. Entebbe, Ouganda, 27-30 octobre 2004. FAO Fisheries Report/FAO Rapport sur les pêches. n° 775. 62 p. <ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/008/y5919b/y5919b00.pdf>

<sup>22</sup> FAO/FishCode. 2004. Report of the National Workshop on the Code of Conduct for Responsible Fisheries and its practical application to coastal aquaculture development in Viet Nam. FAO/FishCode Review. n° 12. Rome, FAO. 47p. <ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/007/j3572e/j3572e00.pdf>

<sup>23</sup> <http://www.enaca.org/modules/mydownloads/singlefile.php?cid=164&lid=755>

<sup>24</sup> <http://www.streaminitiative.org>

<sup>25</sup> [http://www.nmfs.noaa.gov/mediacenter/aquaculture/docs/03\\_National%20offshore%20Aquaculture%20Act%20FINAL.pdf](http://www.nmfs.noaa.gov/mediacenter/aquaculture/docs/03_National%20offshore%20Aquaculture%20Act%20FINAL.pdf)

<sup>26</sup> <http://www.wfga.net/conduct.asp>

41. La Société européenne d'aquaculture œuvre en faveur du développement d'une aquaculture responsable dans le cadre de la coordination du Programme CONSENSUS<sup>27</sup> qui établit une série de directives s'appuyant sur une plateforme constituée de différentes parties prenantes. La Fédération européenne des associations piscicoles a établi un Code de conduite mis à jour régulièrement<sup>28</sup> qui donne des orientations au secteur d'activité sur la durabilité et la conservation.

42. Dans la région méditerranéenne, l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) a organisé un atelier sur le développement durable de l'aquaculture (juin 2005, Alger) qui a défini les principes de base et une stratégie régionale pour la production aquacole.

43. La Déclaration d'Abuja sur la pêche et l'aquaculture durables<sup>29</sup>, adoptée par la Réunion des Chefs d'État du NEPAD (Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique), « Sommet du poisson pour tous », qui s'est tenue en 2005, a reconnu la nécessité de soutenir le développement durable de l'aquaculture en Afrique. La Déclaration inclut le soutien à la coopération régionale pour la pêche et l'aquaculture, encourage la mise en application des dispositions du Code de conduite et garantit que l'aquaculture est adéquatement prise en compte dans les politiques économiques, les stratégies et les plans nationaux et régionaux.

44. Le Secrétariat de la Communauté du Pacifique (CPS<sup>30</sup>) s'efforce de promouvoir l'aquaculture durable sur les plans économique, social et écologique dans la zone du Pacifique. Outre la diffusion d'informations par des documents techniques (cf. introduction d'espèces aquacoles, analyse du risque écologique), le Secrétariat a publié<sup>31</sup> une série de modèles économiques pour les produits de l'aquaculture (perles, crevettes, algues), y compris le risque écologique.

45. Les producteurs du secteur privé et les organisations de producteurs participent aussi à la promotion d'initiatives relatives à l'aquaculture durable. Le secteur de production du saumon au Chili applique les « Accords de production propre » afin de contrôler l'impact sur l'environnement de l'élevage intensif du saumon. L'Office allemand de la coopération technique encourage les partenariats public-privé entre les entreprises aquacoles allemandes et les entreprises locales dans les pays partenaires pour harmoniser les directives et les normes en vigueur afin de créer une base de référence qui fixe des critères acceptables sur les plans économique, écologique et social et d'apporter une valeur ajoutée aux produits aquacoles.

## **OBSERVATIONS FINALES SUR LES TENDANCES GÉNÉRALES, LES PERSPECTIVES ET LES EXPÉRIENCES**

46. L'analyse de l'enquête 2004 suggère que l'évaluation des progrès accomplis dans l'application des dispositions du Code de conduite et l'identification des interventions pertinentes à l'appui du développement de l'aquaculture durable doivent suivre deux directions différentes.

47. Les pays disposant d'une production aquacole organisée, ayant déjà dû faire face à de nombreuses contraintes affectant la croissance du secteur et, donc, à la nécessité d'appliquer des réglementations, tendent à répondre de façon plus détaillée et abordent le plus souvent des questions qui s'inscrivent dans un programme général de planification du développement. Les dispositions réglementaires pour l'aquaculture durable sont déjà en place ou sont appliquées partiellement et sont petit à petit incluses dans des cadres normatifs spécifiques. Les demandes d'assistance et/ou de coopération sont impulsées par un besoin de rendre leur application plus efficace, afin de renforcer la durabilité écologique, financière et sociale du secteur aquacole.

<sup>27</sup> [http://www.easonline.org/home/en/Consensus\\_pressrelease\\_23112005.pdf](http://www.easonline.org/home/en/Consensus_pressrelease_23112005.pdf)

<sup>28</sup> [http://www.feap.info/feap/code/default\\_en.asp](http://www.feap.info/feap/code/default_en.asp); [http://www.aquamedia.org/consumer/codes/Framework1\\_en.asp](http://www.aquamedia.org/consumer/codes/Framework1_en.asp)

<sup>29</sup> [http://www.fishforall.org/ffa-summit/C\\_Eg/Abuja%20Declaration%20\(English\).doc](http://www.fishforall.org/ffa-summit/C_Eg/Abuja%20Declaration%20(English).doc)

<sup>30</sup> <http://www.spc.int/aquaculture/site/spc/default.asp?ou2=spc>

<sup>31</sup> <http://www.spc.int/aquaculture/site/home/index.asp>

48. Dans d'autres pays où l'aquaculture n'est pas encore développée ou en est au stade initial, les réponses sont à l'évidence moins précises, mues par des considérations générales concernant la promotion de l'aquaculture rurale dans les eaux intérieures et de l'aquaculture côtière. Dans cette seconde situation, les demandes d'assistance et/ou de coopération concernent fréquemment le soutien technique et financier pour le développement durable de l'aquaculture.

49. Malgré la diminution du nombre des Membres ayant répondu au questionnaire en 2004, on constate en général une confirmation des domaines d'intervention déjà déterminés par le Sous-Comité pour promouvoir l'aquaculture durable, ce qui justifie largement les orientations données par la FAO aux activités de programme concernant le Code de conduite qui ont été élaborées et mises en œuvre ces deux dernières années.

50. Le Sous-Comité est invité à examiner la diminution des réponses aux enquêtes du Code de conduite que l'on constate actuellement, tout en considérant que le questionnaire peut en fait constituer un instrument efficace pour effectuer les évaluations nationales des secteurs de la pêche et de l'aquaculture, ce qui peut demander d'affiner les objectifs de planification, d'améliorer l'évaluation des possibilités de développement économique et social, de déterminer clairement les besoins d'assistance et d'encourager la coopération à tous les niveaux.

51. Dans le même temps, le Sous-Comité peut vouloir continuer à mettre en œuvre les objectifs définis à sa deuxième session, en renforçant l'efficacité de l'analyse des secteurs aquacoles reposant sur le questionnaire.

52. À cette fin, deux voies pourraient être suivies. Premièrement, il est proposé de renforcer la participation des organismes régionaux des pêches et de l'aquaculture à l'élaboration d'examen analytiques de la mise en application du Code de conduite, permettant à la fois de reconnaître et d'apprécier de manière approfondie les problèmes et les tendances au niveau régional et d'établir des contacts plus dynamiques, étroits et réguliers avec les autorités nationales responsables. Les organismes régionaux devraient aider les Membres à mieux comprendre et à mieux utiliser le questionnaire, en soulignant la nécessité d'approches pluridisciplinaires et pluri-institutionnelles pour formuler les réponses (par exemple, dans le cadre de groupes de travail temporaires) et de contrôles plus réguliers au niveau national. La participation plus active des organes régionaux des pêches et de l'aquaculture relevant de la FAO et d'autres organisations aiderait à identifier les initiatives qui encouragent déjà le développement d'une aquaculture responsable au niveau national, favoriserait l'identification des possibilités de coopération et d'échange d'informations au niveau régional et les relations bilatérales et multilatérales interrégionales.

53. Une seconde voie pourrait être d'élargir la portée du questionnaire du Code de conduite au-delà de l'Article 9, comme cela a déjà été fait en 1999 pour la Consultation sur l'application de l'Article 9 du Code de conduite dans la Région méditerranéenne<sup>32</sup>. D'autres questions pourraient être formulées afin d'inclure des thèmes fréquemment indiqués comme prioritaires par les Membres ayant répondu et déjà identifiés comme des domaines d'intervention d'importance majeure, comme par exemple l'intégration de l'aquaculture dans la gestion côtière, la contribution de l'aquaculture à la sécurité alimentaire, au développement rural et à l'amélioration des moyens de subsistance des collectivités locale.

---

<sup>32</sup> FAO. 1999. *Report of the Consultation on the Application of Article 9 of the FAO Code of Conduct for Responsible Fisheries in the Mediterranean Region*. Rome, Italy, 19-23 July 1999. *Rapport de la Consultation sur l'application de l'article 9 du Code de conduite pour une pêche responsable de la FAO dans la région méditerranéenne*. Rome (Italie), 19-23 juillet 1999. FAO Fisheries Report/FAO Rapport sur les pêches. n° 606. Rome, FAO. 1999. 208 p. Dans le contexte de cette consultation, la FAO a élaboré un plan détaillé pour la préparation des rapports nationaux sur la situation et les tendances du développement responsable de l'aquaculture dans les pays participants.  
[http://www.fao.org/documents/show\\_cdr.asp?url\\_file=/DOCREP/005/X3764B/X3764B00.HTM](http://www.fao.org/documents/show_cdr.asp?url_file=/DOCREP/005/X3764B/X3764B00.HTM).

54. L'analyse des réponses au questionnaire présentée ici montre qu'il est nécessaire de mettre à disposition des Membres un examen détaillé des réponses (par l'intermédiaire du COFI et de ses sous-comités), afin de faire connaître les progrès accomplis aux niveaux régional et mondial dans la mise en valeur d'une aquaculture responsable, fournissant ainsi de manière permanente une base de données et une évaluation des ressources disponibles et des résultats obtenus.

55. Entre temps, il faudrait inviter les Membres ayant répondu au questionnaire à fournir, dans la mesure du possible, les indications les plus précises sur les principaux obstacles et facteurs qui freinent le développement de l'aquaculture. Cela permettrait de renforcer l'efficacité des instruments de coopération, comme par exemple le Programme de coopération technique de la FAO, et d'améliorer la formulation de projets d'importance moyenne et grande (y compris des projets de fonds fiduciaire ou de fonds fiduciaires unilatéraux). Des indications précises sont aussi utiles à la FAO pour identifier des questions essentielles ou émergentes qui devront être traitées par des groupes d'experts ou des documents techniques ou des directives.

### **MESURES SUGGEREES AU SOUS-COMITE**

56. Le Sous-Comité est invité à examiner les progrès accomplis dans la promotion et la mise en application des dispositions du Code de conduite ayant trait à l'aquaculture. Par ailleurs, le Sous-Comité est invité à:

- envisager une révision éventuelle du questionnaire, afin d'élargir les questions concernant l'aquaculture à des problèmes tels que la gestion écosystémique des ressources, l'amélioration des moyens de subsistance des collectivités rurales et côtières et le renforcement de la participation des instituts de recherche;
- insister davantage sur la nécessité d'intégrer la gestion de la mise en valeur de l'aquaculture dans les plans nationaux de développement général;
- renforcer la participation des organes régionaux des pêches et d'aquaculture relevant de la FAO et d'autres organisations à la conduite de l'analyse du questionnaire du développement durable du secteur aquacole.

57. Le Sous-Comité pourra souhaiter recommander des mesures spécifiques au Département des pêches de la FAO, aux Membres de la FAO et aux organisations régionales et internationales que la mise en valeur de l'aquaculture et la mise en application du Code de conduite concernent.